

# L'instabilité politique et ses déterminants : un réexamen empirique

Hassen Kobbi<sup>a</sup>, Jude Eggoh<sup>b\*</sup>

<sup>a</sup> *Laboratoire d'Economie d'Orléans (LEO), Université d'Orléans-France.*

<sup>b</sup> *Groupe de Recherche Angevin en Economie et Management (GRANEM), Université d'Angers, 13 allée François Mitterrand – BP 13633. 49036 Angers Cedex 1 – France.*

**Résumé :** De nombreux pays subissent des crises politiques, parfois sévères avec des conséquences économiques dramatiques, sans qu'une analyse profonde des motifs de ces phénomènes d'instabilité politique ne soit réellement effectuée. Une meilleure connaissance des facteurs favorisant l'instabilité politique, permettra de mieux les prévenir, les contenir et de limiter les effets adverses. Le présent article s'inscrit dans cette perspective en revisitant les déterminants macroéconomiques et institutionnels de l'instabilité politique. L'analyse est effectuée à partir un large panel de 103 pays sur la période 1975-2015, basée sur une approche factorielle de l'instabilité politique à travers les dimensions formelle et informelle. Les tests empiriques réalisés en coupe transversale et sur panel dynamique confirment que l'amélioration des conditions macroéconomiques diminue le niveau de l'instabilité politique d'une façon significative. De même, l'amélioration des processus démocratiques tend à réduire le niveau de l'instabilité politique formelle et informelle. En ce qui concerne les deux nouvelles variables mobilisées lors de cette étude, les résultats obtenus montrent que des effets de contagion liés à la proximité géographique sont observés au niveau de l'instabilité politique et l'âge du chef de l'exécutif augmente toutes les formes d'instabilité politique, en particulier l'instabilité informelle.

Mots clés : Instabilité politique ; conditions macroéconomiques ; facteurs institutionnels, données de panel

Classification JEL : C31, C33, E02, Z13

## Political instability and its determinants: an empirical re-examination

**Abstract:** Many countries are undergoing political crises, sometimes with detrimental economic effects, without a deep analysis of the reasons for these political instabilities. A better understanding of the causes of these instabilities will make it possible to better prevent them, contain them and limit the adverse effects. This paper subscribes in this line, by revisiting the macroeconomic and institutional determinants of political instability. The study is based on a large sample panel of 103 countries, over the period 1975-2015. We propose a factorial approach of political instability, based on its formal and informal dimensions. The cross-sectional and dynamic panel empirical tests confirm that improving macroeconomic conditions reduces the level of political instability. Moreover, democracy seems to reduce the level of formal political instability. As soon as, additional variables used in this study are concerned, we show that that contagion effects linked to geographical proximity are observed and the age of the chief of the executive increases both form of political instability.

Keywords: Political instability; macroeconomic conditions; institutional factors; panel data.

J.E.L. Classification: C31, C33, E02, Z13

---

\* Auteur correspondant : jude.eggoh@univ-angers.fr

## 1. Introduction

Les épisodes d'instabilité politique sont devenus de plus en plus récurrents au cours des deux dernières décennies, avec des conséquences socio-économiques très marquées. Par exemple, selon le Haut-commissariat des Nations Unies, plus de 65 millions de personnes étaient déplacées contre leur gré à la fin de 2016, dont 22,5 millions sont des réfugiés. Même si le spectre des violences à l'intérieur des Etats et entre les Etats remonte au lendemain des indépendances dans de nombreux pays Africains, les décennies 70 et 80 ont été essentiellement ponctuées par des bouleversements politiques majeurs, des conflits ethniques et des coups d'état, qui ont remis en cause le fonctionnement normal des institutions dans de nombreux pays, et plus particulièrement dans les pays Africains. De 1975 à 2015, la région la plus perturbée politiquement était l'Afrique subsaharienne, avec 1814 événements d'instabilité politique, représentant 35,03% du total mondial. En deuxième position, l'Amérique latine avec 1230 événements d'instabilité politique soit 23,75% ; la région de Mena a enregistré durant cette période 1002 incidents d'instabilité politique soit 19,35% ; enfin, l'Asie et l'Europe de l'Est avec respectivement 944 et 138 événements, soit 19,19% et 2,66% (BCNTSA, 2015). De surcroît, le Rapport sur la Sécurité Humaine publié en 2005, confirme que l'Afrique a connu un nombre plus important de conflits par rapport à l'Europe et à l'Amérique. On aurait pu penser que les mouvements de démocratisation enclenchés dans les années 90, pourraient mettre fin à l'instabilité politique et permettre l'émergence des climats socio-politiques plus respectueux des droits humains et favorables à la prospérité économique, mais tel n'a été pas réellement le cas. Dans de nombreux pays en développement, l'exercice démocratique a généré autant d'instabilité politique (changement régulier des gouvernements ou des majorités au pouvoir) ; à cela il faudra ajouter que dans de certains pays, la recrudescence des rebellions armées, des groupes terroristes dégradent, l'environnement socio-politique et institutionnel déjà précaire.

En effet, de nombreux faits mettent en péril le fonctionnement des institutions publiques, et politiques avec des conséquences dommageables sur l'activité économique. Pour autant, peut-on les considérer toutes comme de l'instabilité politique ? Parfois, l'origine même des crises n'est pas politique ; elle est peut-être économique, financière, religieuse, ethnique, etc., avec des implications sur le fonctionnement des institutions politiques. Pour s'en convaincre de la nature réelle des chocs adverses qui affectent les pays, il serait intéressant d'examiner la quintessence de la notion d'instabilité politique, ses composantes et ses déterminants.

Aussi perceptible que l'instabilité politique puisse paraître, sa définition reste peu unanime dans la littérature économique. Les divergences portent essentiellement sur l'appréhension c'est-à-dire de la définition de l'instabilité politique, ainsi que les méthodes de mesure. En ce qui concerne la définition, Alesina et al. (1996), Siermann (1998), Fosu (2001) et Miljkovic et Rimal (2008) considèrent un changement de gouvernement comme signe d'instabilité politique. Ces derniers ont défini l'instabilité politique par tout changement dans le pouvoir exécutif à travers les formes légales (constitutionnelles) ou par la violence à motivation politique (inconstitutionnelle). On perçoit bien que dans cette définition, les changements institutionnels normaux sont considérés comme de l'instabilité politique, alors que ceux-ci participent au bon fonctionnement des institutions politiques. Par contre, d'autres études telles que celles d'Alesina et Perotti (1996), Rodriguez et Rodrik (2000) et Blanco et Grier (2000) considèrent les agitations sociales comme de l'instabilité politique. Par conséquent, leur mesure de l'instabilité politique s'est concentrée sur la réaction de la société envers le gouvernement. Ces auteurs utilisent comme variables d'instabilité politique, le nombre de manifestations anti-gouvernementales, la violence à motivation politique, les assassinats politiques et le nombre de morts dus aux guerres civiles. Ces approches de

l'instabilité politique conduisent Campos et Karanasos (2008) à faire la distinction entre deux formes d'instabilité politique, à savoir : la formelle qui regroupe, le nombre d'élections législatives, le nombre de changements constitutionnels majeurs, les crises gouvernementales. Ensuite, l'instabilité politique informelle qui se manifeste par les bouleversements politiques non constitutionnels et les tensions sociales entre la société civile et le pouvoir politique.

Autant la définition de l'instabilité politique reste controversée dans la littérature économique, ses sources sont également multiples. Selon les travaux d'Alesina et Perotti (1996), d'Alesina et al. (1996) et Rodriguez et Rodrik (2000), les racines de l'instabilité politique sont essentiellement économiques. Ainsi, ce sont les chocs économiques défavorables qui provoqueraient l'instabilité politique. Par contre d'autres auteurs ; à savoir, Easterly et Levine (1997), Collier et Hoeffler (1998), et Blanco et Grier (2009) ont trouvé une explication à l'instabilité politique à travers le niveau de démocratisation et surtout dans la fragmentation politique et le factionnalisme, dans la nature du régime politique ; c'est le cas notamment pour les pays gouvernés par un régime autoritaire. Enfin, l'inégalité et les conditions socio-démographiques peuvent aussi engendrer de l'instabilité politique surtout dans les pays qui enregistrent un niveau de corruption élevé. Par ailleurs, les troubles sociopolitiques, les violences de masse civile, les assassinats politiques, les émeutes et les révolutions peuvent également être expliquées essentiellement par les conflits ethniques, idéologiques et religieux ou ethnolinguistiques.

Le présent article propose une analyse des déterminants de l'instabilité politique, en se base sur l'approche multidimensionnelle de l'instabilité politique. Ainsi, à partir des variables traditionnelles de l'instabilité politique, nous proposons deux mesures composites de l'instabilité politique à l'aide d'une analyse factorielle. Au-delà des déterminants traditionnels utilisés dans la littérature, nous mobilisons deux variables additionnelles : la première traduisant l'effet de contagion de l'instabilité politique et la seconde l'âge du chef de l'exécutif. En effet, l'instabilité politique est également un phénomène régional. Si un pays est touché par une crise politique, le risque de propagation dans les pays limitrophes devient important ; les mouvements de démocratisation dans les années 90 en Afrique au sud de Sahara et le printemps Arabe en sont des illustrations. Ensuite, l'âge du chef de l'exécutif peut jouer un rôle non négligeable dans le déclenchement de l'instabilité politique. En effet, plus l'âge du chef de l'exécutif est avancé, plus âpre est la bataille pour la succession par des formes constitutionnelles ou non, augmentant ainsi le risque d'instabilité politique. Aussi, avec des chefs d'exécutif d'âge élevé, les problèmes de santé de ces derniers deviennent récurrents et ceux-ci délaissent la gestion courante de l'Etat, alimentant ainsi, des tensions politiques. L'actualité politique actuelle, amène aussi se questionner sur l'âge optimal pour une gestion efficace et stable du pouvoir politique. Entre les 41 ans d'Emmanuel Macron (France), les 74 ans de Donald Trump (Etats-Unis) et les 92 ans de Beji Caid el Sebsi (Tunisie), l'écart très grand laisse place à la réflexion scientifique. L'analyse empirique est essentiellement basée sur un large panel de 103 pays sur la période 1975-2015, et mobilise les méthodes traditionnelles d'analyse en coupe transversale, qui permettent d'avoir des résultats de long terme, que celles prenant en compte la persistance de l'instabilité politique et permettant un contrôle de l'endogénéité (les GMM sur panel dynamique).

Les résultats obtenus suggèrent qu'à long terme, la croissance économique réduit le niveau de l'instabilité politique, qu'elle soit formelle ou informelle. Cependant, la relation entre le taux de croissance économique et l'instabilité politique formelle et informelle semble être plus significative sur panel dynamique que sur des données en coupe transversale, suggérant ainsi des effets plus marqués à court-terme. En outre, les résultats montrent que l'investissement affecte, de façon négative et significative, le niveau d'instabilité politique informelle. De même, les pays disposant d'un niveau de démocratisation élevé sont

relativement moins touchés par l'instabilité politique formelle et informelle. En ce qui concerne les deux variables additionnelles mobilisées, les résultats montrent que l'âge de l'exécutif n'a pas d'impact significatif sur l'instabilité politique à long terme, tandis que l'âge du chef de l'exécutif est positivement associé à l'instabilité politique formelle à court terme. Par ailleurs, l'effet de la contagion entre les pays limitrophes augmente les deux formes d'instabilité politique (formelle et informelle) à court terme et à long terme.

Le reste de l'article est structuré comme suit : la section 2 est consacrée à la revue de littérature ; la section 3 décrit les approches méthodologique et la section 4 expose et analyse les résultats. La dernière section conclut l'article et propose des recommandations de politique économique.

## **2. Les sources de l'instabilité politique : une synthèse de la littérature**

Plusieurs études ont cherché à mettre en évidence les déterminants de l'instabilité politique. La question primordiale est de savoir pourquoi des pays sont stables politiquement et d'autres non, malgré l'appartenance à la même zone géographique, des dotations semblables et des trajectoires politiques proches. Des facteurs essentiels suivants reviennent souvent dans la littérature : niveau de démocratisation, ressources naturelles, transparence des politiques publiques, persistance des inégalités, etc. Nous organisons la revue de littérature autour de ces points essentiels.

### **2.1. L'absence de démocratie comme déterminant potentiel de l'instabilité politique**

Plusieurs auteurs ont montré, à travers des études théoriques et empiriques, que les institutions démocratiques jouent un rôle très important dans le processus de croissance économique. En définissant clairement les mécanismes d'accession au pouvoir et d'alternance, les régimes démocratiques inhibent les velléités de déstabilisation politique. En effet, Wittmann (1989) prévoit que, dans les pays démocratiques, les marchés sont structurés afin de minimiser les divergences entre les coûts privés et les coûts sociaux. En favorisant les libertés civiles et des droits politiques, la démocratie crée les conditions appropriées pour une croissance soutenable et un développement durable. Un régime politique démocratique permet d'effectuer un contrôle sur les dirigeants (le pouvoir exécutif) afin de minimiser leur pouvoir à travers une réduction de la corruption et les dissuader de mener des politiques inefficaces ou impopulaires. En outre, Ellingsen (2000) et Parsa (2003) ont souligné l'importance du type de régime dans la stabilité politique des pays et précisent les mécanismes par lesquels les régimes démocratiques soutiennent la stabilité politique, comparativement aux régimes autoritaires. Ils expliquent qu'un régime démocratique permet aux citoyens de participer au processus politique, d'une part, et de fixer les politiques macroéconomiques, d'autre part, à travers les élections. Ils ajoutent aussi que la violence à motivation politique est moins susceptible de se produire dans les régimes démocratiques car les conflits peuvent être résolus à travers des procédures démocratiques telles que le dialogue et le vote.

Par ailleurs, Rummel (1995), Auvinen (1997) et Przeworski et Limongi (1997) soulignent également que la démocratie détourne les ressources de l'investissement vers la consommation ; cela permet aux régimes démocratiques de satisfaire les besoins des citoyens et atténue, en même temps, les mécontentements populaires.

Le canal essentiel par lequel la démocratie maintient la stabilité politique est la croissance économique. En effet une croissance économique durable réduit les mécontentements populaires et limite les risques d'instabilité politique. Les travaux de Feng (1977) et Schatzman (2005) s'inscrivent dans cette perspective. Toutefois, Feng (1997) ajoute que la croissance économique est négativement associée à la probabilité de changement de

régime politique ou du parti au pouvoir, du fait de la satisfaction des électeurs. Toutefois, les processus démocratiques ont-ils réellement atténué, du moins à court terme, les mouvements de protestation collective ? Pour tester cette hypothèse, Blanco et Grier (2009) ont étudié l'interaction entre la démocratie et l'instabilité politique sur 18 pays d'Amérique latine de 1971 à 2000. Les auteurs concluent que la démocratie a fortement augmenté la stabilité politique et les régimes politiques démocratiques souffrent moins de l'instabilité politique par rapport aux régimes autocratiques.

Dans une grande tendance, la littérature économique suggère que l'absence de démocratie peut produire des événements d'instabilité politique comme les manifestations anti-gouvernementales, les émeutes et les guérillas. Cela est justifié par le manque d'outils constitutionnels et consensuels, pouvant aider à résoudre les points de divergences entre le pouvoir et l'opposition. En absence de mécanismes transparents d'alternance au pouvoir, les régimes autocratiques sont plus propices au népotisme, à la gabegie et à la corruption ; ces derniers pouvant être également considérés comme des ingrédients de l'instabilité politique.

## **2.2. Mauvaise gouvernance et corruption, sources potentielles d'instabilité politique**

Si la bonne gouvernance permet à l'économie d'être plus efficace à travers la promotion d'incitations améliorent la compétitivité et la qualité de vie, la mauvaise gouvernance introduit une incertitude pour les agents économiques et accroît l'instabilité politique. Selon Shleifer et Vishny (1993), les agitations sociopolitiques telles que les coups d'État et les assassinats politiques peuvent trouver des origines dans la mauvaise gouvernance, qui se traduit entre autres par la violence et le non-respect des droits de propriété. Dans la même perspective, Kew (2006) montre que la mauvaise gouvernance de la classe politique peut provoquer l'instabilité politique et que, parmi les principales sources de la mauvaise gouvernance, il y a le non-respect des bases fondamentales de la démocratie et de la constitution. Des études récentes confirment l'effet défavorable de la gouvernance sur l'instabilité politique, mettant également en évidence des canaux de transmission et des implications en termes de croissance économique. Par exemple, Farzanegan et Witthuhm (2017) ont testé la relation entre la corruption et la stabilité politique sur un panel de 100 pays et sur une période de 1984 à 2012. Ils montrent, dans un premier temps, que l'un des principaux canaux de transmission entre la corruption et la croissance est l'instabilité politique. Ils ajoutent que l'instabilité politique représente 53% de l'effet négatif de la corruption sur la croissance économique. Ensuite, les auteurs montrent que la corruption ne présente d'effets politiques déstabilisant que lorsque la société connaît un changement démographique dans sa structure de base avec un seuil critique de jeunesse qui dépasse 20% environ. Les événements d'instabilité politique dans la région de MENA de 2011 présentent un argument pour ces résultats.

Dans la même veine, Karnane et Quinn (2017) montrent plutôt que, c'est par le canal de l'instabilité politique générée par la corruption et la fragmentation ethnolinguistique, que ces derniers affectent négativement la croissance économique.

En outre, la corruption et la mauvaise gouvernance sont souvent présentes dans les pays en développement disposant de ressources naturelles. Ces dernières, sources de convoitise, dans des contextes institutionnels pauvres, engendrent de l'instabilité politique ; l'exemple le plus édifiant est celui de la République Démocratique du Congo, en proie depuis des décennies à de graves crises d'instabilité politique. Une généralisation de ce cas est faite par Arezki et Gylfason (2011), qui estiment que niveau de la corruption est très élevé dans les pays qui sont riches en ressources naturelles et qui n'ont pas d'institution démocratique. Dans le même ordre d'idées, Arezki et Bruckner (2011) ont examiné les effets de la rente pétrolière

sur le niveau de la corruption et de la stabilisation des Etats. A partir d'un échantillon de 30 pays exportateurs de pétrole sur une période de 1992 à 2005, ils montrent que la corruption et les conflits civils sont positivement associés à la rente pétrolière. En revanche, ces auteurs rejettent l'hypothèse selon laquelle la rente pétrolière présenterait une véritable menace pour la stabilisation des pays, lorsque ces derniers adoptent des mesures de transparence en matière de ressources pétrolières. C'est dans cette perspective, que plusieurs pays d'Afrique qui ont connu des conflits internes et des guerres civiles causés par l'inégalité dans la distribution des recettes pétrolières, à savoir le Nigeria, l'Angola, le Tchad, le Gabon et le Congo, ont exprimé leur intention d'adhérer à l'EITI (Extractive Industries Transparency Initiative) afin d'améliorer la transparence de leurs recettes pétrolières. Par exemple, le Congo a mis en ligne ses contrats pétroliers et publie régulièrement, sur son site Internet officiel, des informations détaillées. Au Tchad, c'est une loi qui régit l'affectation des recettes pétrolières. 10% sont épargnés et le reste est attribué à des secteurs privilégiés. Cette loi rend obligatoire la publication des conclusions d'un audit externe indépendant effectué par un collège de contrôles et de surveillances des recettes pétrolières. Avec l'aide de la Banque mondiale, le Tchad entend, ainsi, tirer les leçons du passé en faisant le choix de la législation afin que les recettes pétrolières aident en partie à lutter contre la pauvreté.

### **2.3. L'instabilité politique : une implication de l'accroissement des inégalités**

La nouvelle économie politique accorde un intérêt particulier aux inégalités de redistribution des revenus en relation avec l'instabilité des régimes politiques. En effet, l'accroissement des inégalités de revenu et des inégalités d'opportunité constitue une menace pour la quiétude sociale. A titre illustratif, les dragons de l'Asie, considérés très stables par plusieurs agences de rating de risque pays, ont des niveaux d'inégalité de revenu et d'opportunité relativement faibles. En revanche, les pays d'Amérique latine ne sont pas parvenus à réduire le niveau d'inégalité ; cela a généré un niveau d'instabilité politique élevé et une croissance économique très vulnérable. Dans une étude destinée à tester l'impact de la répartition des revenus sur l'investissement, Alesina et Perotti (1996) ont montré que l'inégalité de revenu semble être parmi les facteurs qui réduisent l'investissement via le canal de l'instabilité politique. Selon les auteurs, l'inégalité augmente le mécontentement populaire et alimente les troubles sociaux, ainsi que l'incertitude politique, qui découle de l'accroissement des inégalités, peut générer de la violence de masse pouvant se traduire par des révolutions ou des coups d'Etat. Alesina et Perotti (1996) concluent que plus les sociétés sont inégales plus la probabilité d'avoir des événements d'instabilité politique augmente. Enfin, ils déduisent que l'inégalité des revenus augmente l'instabilité socio-politique, déprime le niveau de l'investissement domestique. Par ailleurs, Eckstein et Wickham-Crowley (2003) et Oxhorn (2003) montrent que, durant la dernière décennie, la plupart des pays d'Amérique latine ont connu un développement institutionnel et une transition démocratique. Ils ajoutent que cette démocratisation n'aurait aucun effet sur la stabilité politique, si les inégalités entre les différentes classes ne sont pas réduites. Dans la même perspective, Acemoglu et Robinson (2006) concluent que le faible niveau de la démocratie, pour la plupart des pays d'Amérique latine, est dû au niveau élevé des inégalités. De la contribution d'Acemoglu et Robinson (2006), il ressort que les inégalités dans la redistribution des revenus, et surtout au niveau de la taxation, provoquent la révolte des classes populaires et les incitent à manifester, dans un premier temps, sans violence, contre les élites, espérant voir appliquer une redistribution plus équitable. Puis, dans un deuxième temps, ces manifestations peuvent se transformer en révolutions violentes afin de changer de régime politique et d'exercer une nouvelle politique de redistribution équitable.

Blanco et Grier (2009) ont testé l'impact de l'inégalité des revenus sur un indice composite d'instabilité politique dans les pays d'Amérique latine sur la période 1971-2000. Les auteurs montrent que l'inégalité des revenus a un effet positif et significatif sur l'instabilité politique, tandis que le carré du coefficient de Gini est négatif et significatif, suggérant ainsi un retournement de tendance dans la relation entre l'inégalité de revenu et l'instabilité politique. Ces résultats indiquent que l'inégalité augmente l'instabilité politique jusqu'à ce que le coefficient de Gini atteigne 0,45<sup>1</sup> ; au-dessus de ce seuil, l'effet de l'inégalité la réduit, traduisant non seulement une relation non linéaire, mais également une résilience des populations les plus pauvres.

#### **2.4. Les conditions macroéconomiques défavorables accentuent l'instabilité politique**

Les mauvaises performances économiques sont considérées comme une cause majeure de plusieurs événements d'instabilité politique. Les conditions économiques défavorables augmentent le mécontentement populaire ce qui a pour incidence d'alimenter, par la suite, le niveau de l'instabilité politique. Une crise économique peut engendrer des mouvements de protestation et même des révolutions. Il en est de même pour les manifestations anti-gouvernementales pouvant pousser un pouvoir exécutif à changer de politiques économiques afin de répondre aux besoins des citoyens. Par exemple, plusieurs pays développés ont connu, pendant la dernière décennie, des protestations antigouvernementales du fait des crises économiques, par exemple, l'Espagne et l'Italie suite à une forte dégradation de leur taux de croissance économique. En particulier, en 2010, la Grèce a également connu de fortes manifestations antigouvernementales suite à la crise de la dette publique. A leur tour, les pays de l'Afrique du Nord, tels que la Tunisie, la Libye, l'Égypte ont subi des révolutions populaires en 2011. En marge du manque de libertés civiles et politiques, ces pays ont enregistré des taux de chômage très élevés surtout pour les jeunes diplômés. Toutefois, malgré les changements de régimes politiques consécutifs à ces révolutions, ces pays ne sont pas parvenus à assurer une stabilité politique pendant les années suivantes, malgré les indicateurs macroéconomiques positifs.

Les travaux de Collier et Hoeffler (2004) utilisent une variété d'indicateurs macroéconomiques, à partir d'une étude conduite sur 123 pays, entre 1960 et 1999, mettent en évidence les véritables déterminants macroéconomiques de l'instabilité politique. Entre autres, les auteurs utilisent comme variables exogènes, le taux de croissance du PIB et les exportations des matières premières rapportées au PIB, afin de tester le rôle joué par les conditions économiques dans le déclenchement des événements d'instabilité politique. Ils trouvent qu'une augmentation du taux de croissance diminue la probabilité d'avoir à subir des conflits internes ou des événements d'instabilité politique. Dans le même temps, les exportations des matières premières augmentent considérablement le risque de conflits internes. Ils expliquent que ces ressources naturelles présentent une rente qui participe au financement des conflits internes entre les groupes rebelles et le pouvoir en place. Des résultats mettant en évidence une relation négative entre la croissance économique et l'instabilité politique sont confirmés par Cuzan et al. (1988), Booth (1991), Annett (2000) et Blomberg et Hess (2002). Ce résultat s'explique par le fait qu'en cas d'insatisfaction les citoyens, ces derniers demandent un changement de gouvernement, soit par voies constitutionnelles ou par la violence à caractère politique comme les révolutions ou les coups d'Etat (Posner, 1997 ; Auvinen et Nafziger, 1999 ; Ellingsen, 2000).

---

<sup>1</sup> Blanco et Grier (2009) mentionnent aussi que les pays de l'échantillon présentent des niveaux d'inégalité très similaires. Par exemple, le pays le moins inégal de l'échantillon est le Paraguay avec un coefficient de Gini de 0,41 alors que les pays les plus inégalitaires sont le Pérou et le Guatemala avec un coefficient de 0,48. Si un pays devait passer du plus inégal au moins inégal, l'effet sur l'instabilité serait très faible et, en fait, négatif.

Des indicateurs macroéconomiques additionnels ont été mis en relation avec l'instabilité politique par Blanco et Grier (2009) : la croissance urbaine, l'inflation, l'investissement, le déficit budgétaire et l'ouverture commerciale. Les résultats mettent en évidence un effet de seuil lié à la croissance de la population : en effet, la croissance de la population urbaine participe à la stabilisation des pays jusqu'au seuil de 13,6%. Ce résultat est conforme avec ceux de Collier et Hoeffler (2004) qui montrent que l'urbanisation peut contribuer à maintenir la stabilité politique. Toutefois, au-delà de ce taux, la croissance de la population urbaine génère une forte instabilité politique. Par ailleurs, concernant les autres variables macroéconomiques utilisées dans cette étude, seule l'ouverture commerciale a un impact négatif et significatif sur l'instabilité politique. Des résultats semblables ont été obtenus par Goldstone et al. (2005) qui ont montré l'existence d'une relation statistique négative entre ouverture commerciale et instabilité politique pour les pays de l'Afrique subsaharienne. Les auteurs concluent que les pays, ayant une ouverture commerciale inférieure à 25% de la distribution mondiale, avaient deux à trois fois plus de chance de subir de l'instabilité à court terme que les pays ayant une ouverture plus large au commerce extérieur. Toutefois, les auteurs font remarquer que, pour que l'ouverture commerciale puisse être négativement associée à l'instabilité il faudra qu'elle engendre une croissance économique forte. Par ailleurs, d'autres études ont prouvé que le niveau élevé de l'inflation a pu induire plusieurs formes d'instabilité politique. Par exemple, Paldam (1987) a testé l'impact des hausses de l'indice des prix à la consommation à partir d'un échantillon de 8 pays d'Amérique latine sur la période 1946-1984, afin de détecter si ces hausses ont entraîné un changement de la nature du régime politique. Leurs résultats montrent l'existence d'une forte causalité réciproque entre l'inflation et l'instabilité politique. Outre l'inflation, les dépenses publiques peuvent être un facteur déstabilisant, en particulier suivant les mécanismes de financement (par création monétaire par exemple). Ainsi, Cuzan et al. (1988) constatent qu'une augmentation des dépenses publiques accroît le niveau de l'instabilité politique dans les pays d'Amérique latine. Des résultats semblables sont obtenus par Annett (2000).

Au-delà de ces considérations macroéconomiques, la littérature économique enseigne également que l'instabilité politique peut avoir des racines sociolinguistiques, ethniques et religieuses.

### **2.5. La fragmentation ethnolinguistique et religieuse comme source d'instabilité politique**

Le rythme croissant des conflits ethniques, linguistiques et religieux a suscité l'intérêt de nombreux chercheurs en sciences sociales. A cet effet, des études ont abordé directement la question des diversités ethniques, linguistiques et religieuses et leurs effets sur le niveau de l'instabilité politique, les conflits sociaux et même les guerres civiles. Puisque les politologues ont souligné l'importance des institutions dans l'atténuation de l'instabilité politique dans les sociétés ethniquement divisées, plusieurs économistes ont établi le lien entre la diversité ethnique et les importants agrégats macroéconomiques, à savoir : l'investissement et la croissance économique (Easterly et Levine, 1997 ; Alesina et al., 2003 ; La Porta et al., 1999).

Le nombre de travaux traitant des effets de la diversité ethnique sur des questions d'intérêt économique a rapidement augmenté. A cet égard, il est courant, dans les travaux récents, d'inclure en tant que variable explicative dans les estimations empiriques de croissance un indice de fractionnement ethnique. Il y a plusieurs raisons d'insérer un tel indicateur. Premièrement, certains auteurs ont fait valoir que les sociétés ethniquement diverses ont une plus grande probabilité d'instabilité politique et de conflits ethniques, ce qui peut mener à une guerre civile, sans oublier que l'instabilité politique causée par les conflits

ethniques potentiels a un impact négatif sur l'investissement et, indirectement, sur la croissance. En outre, la diversité ethnique peut générer un niveau élevé de corruption qui, à son tour, peut décourager l'investissement et alimenter l'instabilité politique. Ainsi, la fragmentation ethnique mène à une mauvaise qualité des institutions, à des politiques économiques mal élaborées, à une performance économique décevante et à l'instabilité politique. Cependant, les résultats des recherches sur la nature de la relation entre la fragmentation et la croissance économique restent controversés. Plusieurs auteurs sont parvenus à montrer l'existence d'un lien statistique négatif (Collier et Hoeffler, 1998 ; Easterly et Levine, 1997). En revanche, d'autres études soulignent que la fragmentation ethnolinguistique n'a pas d'effet direct sur le développement économique, mais agit par le biais de l'instabilité qu'elle génère (Montalvo, Reynal-Querol, 2005 ; Ranis, 2009). Ainsi, Montalvo et Reynal-Querol (2005) ont montré que la fragmentation ethnique et religieuse constitue la source majeure de conflits potentiels entre les différents groupes ethniques et religieux ; ces conflits engendrant une instabilité politique permanente, elle est, à son tour, très néfaste au développement durable. Ils ajoutent aussi que la fragmentation peut même conduire à des guerres civiles. Blanco et Grier (2009) ont également examiné la nature de la relation entre la fragmentation ethnique et l'instabilité politique en utilisant l'indice de fragmentation d'Alesina et al. (2003) sur un panel de 18 pays d'Amérique latine sur une période de 1971 à 2000. Les auteurs concluent que la fragmentation ethnique alimente l'agitation sociale et engendre de l'instabilité politique. Cette étude est très pertinente vue l'hétérogénéité de l'Amérique latine au niveau ethnique, linguistique et religieux. Dans la même perspective, Ranis (2009) trouve que la fragmentation ethnolinguistique affecte la croissance économique par le biais de son influence positive sur l'instabilité politique, cette dernière ayant un impact néfaste sur le niveau de développement. Il ajoute que la répartition inégale des ressources naturelles entre les différents groupes ethniques peut être une cause déterminante d'instabilité politique. Dans une étude récente, sur un large panel de 157 pays entre 1996 et 2004, Karnane et Quinn (2017) ont constaté que la fragmentation et la corruption influencent négativement le niveau de la croissance économique en augmentant le niveau de l'instabilité politique. Par ailleurs, les auteurs confirment que la corruption et la fragmentation n'ont aucun impact significatif direct sur le niveau de la croissance économique ; elles influencent plutôt positivement le niveau de l'instabilité politique qui affecte, à sa tour, négativement la croissance économique.

### **3. Approches méthodologiques et données**

#### **3.1. Méthodologie**

Il convient avant d'examiner les déterminants de l'instabilité politique, de l'appréhender. Compte tenu de la diversité des indicateurs pouvant capter l'instabilité politique et de son caractère multidimensionnel, nous utilisons une analyse factorielle qui permet de regrouper les différentes variables d'instabilité en deux indicateurs composite : l'instabilité formelle, calculée à partir des mesures constitutionnelles de changement de pouvoir et l'instabilité informelle qui synthétise les indicateurs non constitutionnels, tels que les coups d'état, les émeutes, les guérras, etc. La méthode de calcul, ainsi que les principales caractéristiques de ces variables d'instabilité politique sont présentées en Annexe 1. Ensuite, deux types d'estimations sont mobilisés ici pour étudier les déterminants de l'instabilité politique : les MCO en coupe transversale (données en moyenne sur la période d'étude) qui fournissent les facteurs qui influencent l'instabilité politique à long terme et l'estimation en panel qui permet de prendre en compte la dynamique de court terme.

Le modèle de régression en coupe transversale se présente sous la forme suivante :

$$IP_i = \alpha + \beta_1 X_i + \beta_2 Z_i + \varepsilon_i \quad (1)$$

$IP$  Représente l'indicateur d'instabilité politique, qui peut être formelle ou informelle,  $X$  les variables macroéconomiques exogènes,  $Z$  les variables institutionnelles exogènes et  $\varepsilon$  le terme d'erreur.

Afin de prendre en compte l'hétérogénéité individuelle, le caractère dynamique de l'instabilité politique et fournir des estimateurs de court terme qui sont aussi pertinents pour les politiques économiques, nous estimons l'équation précédente dans un cadre dynamique. Le modèle de régression est décrit dans ce cas par l'équation suivante :

$$IP_{it} = \alpha_i + \lambda IP_{i,t-1} + \beta_1 X_{it} + \beta_2 Z_{it} + \varepsilon_{it} \quad (2)$$

L'estimateur utilisé ici est celui de la méthode des moments généralisés afin de corriger les biais d'endogénéité liés à une causalité réciproque. En effet, l'évolution des variables exogènes, en particulier celles macroéconomiques peut être la conséquence de l'instabilité politique. Afin de contrôler ce biais, et tenir compte de la persistance dans l'instabilité politique, nous utilisons l'estimateur des GMM système en deux étapes sur panel dynamique de Blundell et Bond (1998). La validité de l'estimateur des moments généralisés repose sur deux hypothèses : la validité des instruments et l'autocorrélation des termes d'erreur. Afin de tester ces deux hypothèses, les tests de sur-identification des instruments de Sargan-Hansen sont utilisés, ainsi que les tests d'autocorrélation d'ordre un et deux.

### 3.2. Présentation et analyse des données

La présente étude couvre la période de 1975 à 2015 et porte sur un large panel de 103 pays en développement<sup>2</sup>. Généralement, la plupart de ces pays a connu plusieurs formes d'instabilité politique, en particulier sur la période d'étude. En effet, les années 70, ont été marqués par des mouvements d'indépendance de certaines colonies, tandis qu'au cours des années 80 et 90, la plupart des pays africains et latino-américains, ont enregistré de nombreux coups d'état militaire, ainsi que des assassinats à motivation politique. Enfin, l'Europe de l'Est et la région du MENA ont connu des révolutions entre les années 2000 et 2010, afin d'instaurer des transitions démocratiques.

Concernant la variable dépendante, nous utilisons une analyse factorielle<sup>3</sup> sur 6 indicateurs d'instabilité politique (le nombre de coups d'Etat, les assassinats politiques, les révolutions, les crises gouvernementales, le nombre de changements majeurs constitutionnels, et le nombre de changements du cabinet ou remaniements ministériels) afin d'identifier deux dimensions d'instabilité politique. Ces deux dimensions d'instabilité formelle et informelle seront successivement utilisées comme variables endogènes dans la présente étude.

La revue de littérature a permis de mettre en évidence les déterminants essentiels de l'instabilité politique. Sur cette base, nous avons mobilisé dix-sept (17) variables susceptibles de générer de l'instabilité politique. Ces variables sont issues de plusieurs sources : la Banque Mondiale (WDI, 2017), la base de données « *Polity IV* » (2015) et la base de données « *The Quality of Government Institute* » (2015). Le tableau 1 présente les différentes variables exogènes utilisées, qu'il s'agisse d'indicateurs macroéconomiques, de la qualité des régimes politiques, ainsi que des déterminants classiques de l'instabilité politique. Nous avons ajouté des variables additionnelles telles que l'âge du chef de l'exécutif et un indicateur permettant de mesurer l'effet de contagion lié à l'instabilité politique les pays limitrophes.

---

<sup>2</sup> Voir Annexe 2 pour la liste des pays.

<sup>3</sup> Voir Annexe 1 pour l'analyse factorielle.

**Tableau 1 : Variables et sources**

Variables	Définitions	Sources
Croissance	Le taux de croissance du PIB par tête au prix de référence de 2000.	WDI
Consgov	Le ratio de dépenses gouvernementales au PIB.	WDI
Investissement	Le ratio de l'investissement mesuré par la formation brute du capital fixe en pourcentage du PIB.	WDI
Ouverture com	L'ouverture commerciale est mesurée par le ratio des exportations et des importations au PIB.	WDI
Inflation	Le taux de l'inflation calculé sur la base de l'indice des prix à la consommation.	WDI
Fragmentation	Un gouvernement qui ne peut pas exercer son autorité d'une manière efficace sur au moins 50% de son territoire est considéré comme étant une fragmentation politique.	Polity IV <sup>4</sup>
Démocratie	L'indicateur de la démocratie est mesuré sur une échelle ordinale, qui représente le niveau de la démocratisation des institutions par lesquelles les citoyens peuvent exprimer les préférences concernant les choix politiques ainsi que la garantie des libertés civiles à tout citoyen dans sa vie quotidienne et dans les actes de participation politique.	Polity IV
Autocratie	L'indicateur de l'autocratie est mesuré sur une échelle ordinale. Un régime qualifié d'autocratique limite ou supprime fortement la participation politique compétitive.	Polity IV
Durabilité	La durabilité du régime, c'est le nombre d'années écoulées depuis le changement d'un régime politique ou depuis la fin de la période de transition définie par l'absence d'institutions politiques stables.	Polity IV
Âge de l'exécutif	L'âge du chef de l'exécutif correspond à chaque date à l'âge effectif de celui qui exerce l'autorité du pouvoir exécutif.	Calculé par les auteurs
Contagion	Le nombre d'événements d'instabilité politique vécus par les pays limitrophes.	Calculé par les auteurs
Frag ethnique	Reflète la probabilité que deux personnes choisies au hasard dans un pays donné n'appartiennent pas au même groupe ethnique. Plus le nombre est élevé, plus la société est fragmentée.	QOG <sup>5</sup>
Frag linguistique	Reflète la probabilité que deux personnes choisies au hasard dans un pays donné n'appartiennent pas au même groupe linguistique. Plus le nombre est élevé, plus la société est fragmentée.	QOG
Frag religieuse	Reflète la probabilité que deux personnes choisies au hasard d'un pays donné n'appartiennent pas au même groupe religieux. Plus le nombre est élevé, plus la société est fragmentée.	QOG
Frag gouv	La probabilité qu'un gouvernement soit composé de deux différents partis ou plus.	QOG
Rente pétro	La rente pétrolière représente la valeur de la production de pétrole brut aux prix mondiaux en pourcentage du PIB.	WDI
Taux de chômage	Le taux de chômage représente le pourcentage des chômeurs dans la population active.	WDI

Le tableau 2 présente les statistiques descriptives sur les variables en considération dans la présente étude. Les variables macroéconomiques présentent des tendances de long terme globalement conformes aux valeurs souvent obtenues dans la littérature. Par contre, une comparaison des indicateurs d'instabilité, montre que l'instabilité formelle est en moyenne plus importante que celle informelle, tandis que cette dernière reste marquée par une plus

<sup>4</sup> Polity IV : Les indicateurs du régime politique de Marshall et Jagers (2015), connus sous le nom de « Polity IV »

<sup>5</sup> QOG : The quality of government institute, la base de données de l'université Gothembourg, Suède.

grande variabilité. Ce résultat s'explique en partie par le fait que les transitions démocratiques sont inhérentes au fonctionnement des institutions et présente une persistance relative dans le temps. En outre, la fragmentation ethnique, étroitement liée celle religieuse est plus prépondérante que la fragmentation politique, compte tenu du caractère souvent homogène des majorités gouvernementales. Par ailleurs, la durabilité des régimes politiques est en moyenne de 17 ans sur notre échantillon, valeur relativement plus élevée que les deux mandats traditionnels (10 ans) de l'exécutif en France, les deux mandats constitutionnels (8 ans) des Etats-Unis, ainsi que la norme qui se généralise progressivement dans les nouvelles démocraties qui consiste à constitutionnaliser deux mandats présidentiels de 5 ans chacun. Toutefois, certaines grandes démocraties parlementaires offrent des durées au pouvoir plus longue (Allemagne, Grande-Bretagne, par exemple). Enfin, en ce qui concerne les deux variables que nous avons élaborées dans le cadre de cette étude, nous notons que l'âge moyen des chefs d'exécutif de notre échantillon est de 58 ans. Le minimum de 41,78 ans est enregistré au Swaziland, alors qu'un maximum de 74,46 ans est observé en Chine. Par ailleurs, la probabilité de contagion frontalière de l'instabilité politique reste en moyenne, soit 1.13%. Les valeurs les plus importantes de cette probabilité sont enregistrées en Amérique Latine (Colombie, Équateur, Panama, Pérou, Venezuela, Brésil). De façon générale, ces pays ont connu des épisodes d'instabilité politique sur la période d'étude. Par contre, les chances de transmission de l'instabilité politique par les frontières sont presque nulles au Cuba et de façon générale sur les îles.

**Tableau 2 : Statistiques descriptives : 1975-2015**

	Obs.	Moyenne	Ecart-type	Minimum	Maximum
IP informelle	103	0,028	0,508	-0,480	1,817
IP formelle	103	0,037	0,451	-0,721	1,316
Croissance	103	1,879	2,039	-2,332	11,513
Consgov	103	14,966	5,412	2,803	32,076
Investissement	103	22,571	9,550	10,755	91,805
Ouverture com	103	76,095	46,154	8,671	352,050
Inflation	103	49,722	176,596	2,006	1539,637
Fragmentation	103	0,249	0,670	0	3
Démocratie	103	-1,132	10,411	-50,707	10
Autocratie	103	-0,926	9,894	-52,317	10
Durabilité	103	17,600	14,020	1,219	76
Âge de l'exécutif	103	58,912	7,496	41,780	74,463
Contagion	103	1,131	0,801	0,073	4,463
Frag. ethnique	103	0,532	0,248	0	0,930
Frag. linguistique	103	0,458	0,307	0,002	0,922
Frag. religieuse	103	0,420	0,248	0,002	0,860
Frag. gouv	103	0,152	0,154	0	0,726
Rente pétro	103	7,034	13,384	0	47,087
Taux de chômage	103	34,780	20,839	0,700	82,360

Le tableau 3 présente les différentes corrélations à partir des données moyennes sur la période d'étude. On remarque l'existence d'une corrélation positive et significative entre l'instabilité politique formelle et informelle. Ces deux variables d'instabilité politique sont négativement associés à : l'investissement, l'ouverture commerciale, la durabilité des régimes politiques, la démocratie et l'âge de l'exécutif. Par contre, la relation entre l'âge de l'exécutif et l'instabilité politique formelle est non significative. En ce qui concerne la contagion, elle affiche une corrélation positive significative avec l'instabilité politique formelle et informelle. Toutefois, ces corrélations simples méritent d'être approfondies à travers les analyses économétriques, que nous réalisons à la section suivante.

**Tableau 3 : Corrélations entre les variables en coupe transversale : 1970-2015**

	IP info	IP for	Crois	Cons	Invest	Ouver	Infla	Frag	Démo	Autoc	Dura	Age	Conta	Ethni	Lingu	Relig	Fraggo	Rent	Chôma
IP info	1																		
IP for	0,460* (0,000)	1																	
Crois	-0,007 (0,939)	-0,139 (0,159)	1																
Cons	-0,322 (0,001)	-0,228* (0,020)	-0,044 (0,660)	1															
Invest	-0,354* (0,0003)	-0,268* (0,006)	0,334* (0,0006)	0,170 (0,089)	1														
Ouver	0,347* (0,003)	-0,257* (0,008)	0,027* (0,779)	0,324* (0,009)	0,430* (0,000)	1													
Infla	0,112 (0,257)	0,196* (0,046)	0,047 (0,633)	-0,092 (,355)	-2,300* (0,020)	-0,253* (0,009)	1												
Fragm	0,348* (0,0003)	0,159 (0,108)	0,097 (0,325)	0,130 (0,192)	-0,132 (0,188)	-0,151 (0,126)	0,032 (0,746)	1											
Démo	-0,447* (0,000)	-0,290* (0,002)	-0,200* (0,042)	0,045 (0,649)	0,137 (-0,169)	-0,032 (0,747)	0,023 (0,815)	-0,234 (0,017)	1										
Autoc	-0,498* (0,000)	-0,395* (0,000)	-0,149 (0,132)	0,127 (0,202)	0,131 (0,190)	-0,038 (0,700)	-0,038 (0,698)	0,296* (0,002)	0,876* (0,000)	1									
Dur	-0,285* (0,003)	-0,447* (0,000)	0,190 (0,053)	0,320* (0,001)	0,180 (0,071)	0,096 (0,332)	-0,170 (0,084)	0,050 (0,613)	0,257* (0,008)	0,304* (0,001)	1								
Âge	-0,276* (0,005)	-0,194 (0,050)	0,189 (0,057)	-0,022 (0,824)	0,126 (0,212)	-0,067 (0,001)	-0,035 (0,721)	0,121 (0,228)	0,216* (0,029)	0,142 (0,154)	0,302* (0,002)	1							
Conta	0,862* (0,000)	0,690* (0,000)	-0,090 (0,361)	0,309* (0,001)	-0,297* (0,002)	-0,375* (0,0001)	0,161 (0,103)	0,338* (0,0005)	-0,373* (0,0001)	-0,487* (0,000)	-0,293* (0,002)	-0,233* (0,018)	1						
Ethni	0,046 (0,639)	0,083 (0,400)	-0,087 (0,379)	-0,032 (0,745)	-0,304* (0,002)	-0,098 (0,320)	0,139 (0,161)	0,005 (0,960)	-0,112 (0,257)	-0,032 (0,742)	-0,210* (0,032)	-0,144 (0,150)	0,0001 (0,999)	1					
Lingu	0,152 (0,134)	0,046 (0,648)	-0,075 (0,460)	-0,162 (0,112)	-0,193 (0,057)	-0,091 (0,369)	-0,086 (0,398)	-0,046 (0,652)	-0,096 (0,346)	-0,0001 (0,999)	-0,220* (0,029)	-0,049 (0,635)	0,006 (0,947)	0,634* (0,000)	1				
Relig	-0,120 (0,225)	-0,146 (0,138)	-0,049 (0,618)	-0,004 (0,963)	-0,158 (0,112)	0,087 (0,383)	0,086 (0,387)	-0,113 (0,225)	-0,058 (0,560)	-0,067 (0,490)	-0,081 (0,413)	0,139 (0,165)	-0,187 (0,058)	0,281* (0,004)	0,336* (0,0007)	1			
Fraggo	0,183 (0,064)	0,316* (0,001)	-0,007 (0,943)	0,066 (0,504)	-0,017 (0,865)	-0,050 (0,612)	0,037 (0,709)	0,226* (0,021)	-0,038 (0,703)	-0,158 (0,110)	-0,162 (0,100)	-0,027 (0,783)	0,256* (0,008)	-0,008 (0,932)	-0,007 (0,941)	-0,023 (0,816)	1		
Rente	-0,025 (0,798)	-0,073 (0,458)	0,168 (0,088)	0,148 (0,135)	-0,037 (0,710)	0,112 (0,259)	0,178 (0,072)	0,051 (0,604)	-0,062 (0,533)	0,153 (0,122)	0,222* (0,024)	-0,068 (0,493)	-0,051 (0,608)	0,146 (0,138)	-0,021 (0,931)	-0,023 (0,813)	-0,145 (0,144)	1	
Chôma	-0,168 (0,231)	-0,121 (0,392)	0,159 (0,258)	0,157 (0,265)	0,276* (0,049)	0,029 (0,834)	-0,041 (0,772)	-0,151 (0,282)	-0,234 (0,093)	0,222 (0,112)	-0,025 (0,859)	-0,126 (0,381)	-0,209 (0,137)	0,043 (0,761)	0,067 (0,643)	0,010 (0,940)	-0,118 (0,403)	0,080 (0,571)	1

Notes : les statistiques calculées correspondent au coefficient de corrélation de Pairwise. Les coefficients de corrélation sont calculés sur les moyennes individuelles en coupe transversale (Cross section). Les valeurs entre parenthèses sont les P-values du test de significativité des coefficients de corrélations.

## 4. Estimation des déterminants de l'instabilité politique

Nous présentons ici successivement les résultats en coupe transversale et les estimations sur panel dynamique.

### 4.1. Résultats de l'estimation en coupe transversale

L'équation d'instabilité politique est estimée en distinguant l'instabilité formelle de l'informelle. Afin de limiter le biais de multicollinéarité, nous n'introduisons pas toutes les variables exogènes simultanément. Le tableau 4 présente les résultats mettant en évidence les déterminants de long terme de l'instabilité politique. De façon globale, les régressions possèdent un potentiel explicatif appréciable, compte tenu des valeurs des  $R^2$  ajustés et les modèles de régression sont globalement significatifs. Les résultats obtenus pour les deux formes d'instabilité politique sont proches, mais des différences restent à noter dans l'amplitude des effets. Par exemple, la croissance économique réduit l'instabilité politique, qu'elle soit formelle ou informelle à long terme, mais cette réduction reste plus importante au niveau de l'instabilité informelle. Ainsi, de bonnes perspectives de croissance atténuent les risques de soulèvement populaire et de renversement des régimes politiques d'une part, et d'autre part permettent aussi aux régimes en place de renouveler son mandat, à travers la réduction de l'instabilité formelle. Aussi, l'ouverture commerciale et l'investissement affectent négativement l'instabilité politique, tandis qu'un accroissement de l'inflation amplifie de façon significative l'instabilité politique informelle. Des résultats semblables traduisant un impact négatif de la croissance économique sur l'instabilité politique sont obtenus par Blanco et Grier (2009), Collier et Hoeffler (2004) et Goldstone et al. (2005). L'absence d'effets significatifs des dépenses publiques, peut s'expliquer par l'inefficacité des politiques publiques. En effet, si ces dépenses n'ont pas d'effets significatifs à long terme, elles se révèlent ne pas être déterminantes dans l'instabilité politique. Toutefois, des résultats contraires sont obtenus par Cuzan et al. (1988) et Annett (2000). Ces derniers constatant que l'augmentation des dépenses publiques est positivement associée aux niveaux d'instabilité politique.

En ce qui concerne les indicateurs de configuration ethnolinguistiques des régimes politiques, à long terme, à l'exception de la fragmentation religieuse qui a un effet positif, la fragmentation politique ainsi que les autres formes de fragmentation n'ont aucun effet sur le niveau de l'instabilité politique formelle. En revanche, elle augmente le niveau de l'instabilité politique informelle d'une manière très significative. Ce résultat corrobore celui de Montalvo et Reynal-Querol (2005), qui suggère que la fragmentation ethnique et linguistique représente une source d'instabilité politique à court terme, tandis que la fragmentation religieuse est une source d'instabilité politique permanente à long terme. Depuis 1948, plusieurs événements d'instabilité politique à Jérusalem, ont été enregistrés. La source majeure de ces événements est le conflit religieux entre Juifs et Musulmans. Ces événements ont généré plusieurs guerres en 1948, 1967 et 1973.

Contrairement à la fragmentation politique, le niveau de démocratie a un effet positif sur l'instabilité formelle, parce que favorisant les changements de régimes, mais affecte négative l'instabilité informelle puisqu'elle réduit les velléités de soulèvement en cas de mécontentement. Les populations disposent dans ce contexte d'outils (les scrutins électoraux) que la révolte et les soulèvements populaires pour marquer leur désapprobation au régime en place. En effet, à long terme, les régimes politiques changent d'une façon régulière suite au processus du suffrage universel. De plus, les régimes qualifiés de démocratique peuvent changer de gouvernements à travers les différents canaux institutionnels. A titre illustratif, plusieurs pays démocratiques, comme l'Espagne, l'Italie et la Grèce, ont été dans des situations de crises gouvernementales, symboles d'instabilité politique.

Ces résultats s'inscrivent dans la même perspective que les études antérieures (Rummel, 1995 ; Auvinen, 1997 ; Przeworski et Limongi, 1997 ; Ellingsen, 2000 ; Parsa, 2003 ; Schatzman, 2005 et Blanco et Grier, 2009) qui suggèrent que la démocratisation des régimes politiques réduit le niveau de l'instabilité politique à travers les canaux de transmissions légales et constitutionnels.

Toutefois, l'instabilité politique restant un phénomène multidimensionnel, l'autocratie, par opposition à la démocratie, peut ne pas avoir les effets escomptés sur l'instabilité politique. A cet effet, nos résultats suggèrent que les régimes autocratiques ne génèrent pas de l'instabilité politique, comme on l'aurait pensé. En effet, l'oppression des populations par les régimes dictatoriaux empêchent ces dernières de manifester leurs mécontentements, susceptibles d'entraîner de l'instabilité politique. Dans ce cas figure, c'est l'impossibilité des populations à exprimer leur point de vue sur la gouvernance politique, qui explique le résultat selon lequel, les régimes autocratiques ne sont pas plus porteurs d'instabilité politique. Si la démocratie augmente le niveau de l'instabilité politique formelle, l'autocratie des régimes politiques réduit toute forme d'instabilité politique formelle. Un régime autocratique est caractérisé par une concentration de tous les pouvoirs entre les mains d'une seule personne qui est, à la fois, le chef d'État et le chef du gouvernement, sachant qu'il n'existe ni système électoral, ni parti politique d'opposition, qui sont généralement interdits par la loi.

Par ailleurs, nous trouvons que le coefficient de la variable traduisant l'âge du chef de l'exécutif n'est pas significatif au seuil d'erreur de 5% dans la régression en coupe transversale. L'âge du chef de l'exécutif n'a donc pas d'influence sur l'instabilité politique à long terme. Des considérations sociologiques peuvent expliquer ce résultat. Certains pays gouvernés par les coutumes et qui ont certaines pratiques traditionnelles donnent une importance considérable à l'âge du chef de l'exécutif ou du président de la République, ce qui place le président en position de chef de famille ou de rassembleur dans le cas de conflits ou de litiges. L'interaction entre la sphère réelle et la sphère politique peut présenter un argument solide renforçant ce résultat. En effet, la plupart des pays gouvernés par des présidents assez âgés sont considérés comme des pays stables politiquement. Par exemple, après sept ans d'instabilité politique, la Tunisie est considérée, aujourd'hui, comme un pays stable grâce au processus de transition démocratique et avec un président âgé de 92 ans. Plusieurs autres pays, à savoir le Koweït, la République de Cuba, le Cameroun, l'Arabie saoudite, l'Algérie et le Laos, sont gouvernés par des présidents dont leurs âges dépassent 80 ans. Ces pays sont aussi caractérisés par une stabilité politique relative, malgré l'âge de leurs présidents.

En outre, l'effet de la contagion entre les pays limitrophes augmente les deux niveaux d'instabilité politique (formelle et informelle). La contagion entre les pays limitrophes a une forte incidence sur le niveau d'instabilité politique formelle et informelle. En effet, il ressort de nos estimations que les pays qui ont des voisins en situation d'instabilité politique ont une forte probabilité de connaître des événements semblables par contagion. Cet effet est d'autant plus marqué en ce qui concerne l'instabilité informelle. Lors du Printemps arabe de 2011, la Révolution du Jasmin en Tunisie a généré une forte instabilité politique dans toute la région de MENA, avec un effet « domino » dans plusieurs pays arabes, particulièrement chez ses voisins frontaliers, à savoir la Libye et l'Égypte. Dans les pays africains, nous remarquons également l'existence d'un phénomène de contagion entre les pays limitrophes. A titre d'exemple, le coup d'État du Bénin de 1972 a été suivi par ceux du Niger en 1974 et du Nigeria en 1975. En 1979, plusieurs coups d'État au Congo, en Afrique centrale, en Guinée Equatoriale et au Tchad ont été expérimentés. De même, le processus de démocratisation dans les années 90, débuté au Bénin, s'est progressivement répandu dans de nombreux pays de l'Afrique Sub-Saharienne. Des effets de contagions semblables se retrouvent également en Amérique Latine.

**Tableau 4 : Les déterminants de l'instabilité politique entre 1975 et 2015 : estimation en coupe transversale**

	Variable endogène : Instabilité politique formelle					Variable endogène : Instabilité politique informelle				
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Croissance	-0,066*	-0,081**	-0,073*	-0,053*	-0,045*	-0,128	-0,225**	-0,148**	-0,248**	0,067
	(0,041)	(0,046)	(0,056)	(0,029)	(0,031)	(0,110)	(0,104)	(0,059)	(0,122)	(0,135)
Consngov	-0,136	-0,009	-0,009	-0,089	-0,417*	-0,256*	-0,263**	-0,090	-0,404	-0,239
	(0,120)	(0,110)	(0,086)	(0,246)	(0,227)	(0,131)	(0,121)	(0,071)	(0,275)	(0,179)
investissement	-0,179	-0,047	-0,066	-0,040	0,146	-0,432**	-0,187*	-0,237**	-0,007	-0,385*
	(0,152)	(0,134)	(0,108)	(0,318)	(0,335)	(0,165)	(0,117)	(0,092)	(0,356)	(0,264)
Ouverture com	-0,168*	-0,213**	0,009	-0,248*	-0,149	-0,182*	-0,233**	0,054	-0,266*	0,156
	(0,098)	(0,090)	(0,065)	(0,161)	(0,158)	(0,106)	(0,091)	(0,060)	(0,140)	(0,125)
Inflation	0,273	0,137	0,229	0,242	0,344	0,177**	0,170**	0,173*	-0,140	0,152
	(0,266)	(0,388)	(0,225)	(0,588)	(0,514)	(0,085)	(0,083)	(0,095)	(0,157)	(0,405)
Fragmentation		0,068			-0,095		0,188***			0,056
		(0,042)			(0,087)		(0,065)			(0,069)
Démocratie		0,035**			0,033*		-0,016**			-0,024*
		(0,018)			(0,017)		(0,008)			(0,013)
Autocratie		-0,016*			-0,004		-0,012			-0,023
		(0,008)			(0,022)		(0,008)			(0,017)
Durabilité		-0,009***			-0,014***		-0,003			0,005
		(0,003)			(0,004)		(0,003)			(0,003)
Âge de l'exécutif			-0,001		0,015			-0,006*		-0,005
			(0,004)		(0,009)			(0,004)		(0,007)
Contagion			0,362***		0,244***			0,521***		0,478***
			(0,098)		(0,088)			(0,036)		(0,069)
Frag ethnique				0,262	0,288				0,188	0,276
				(0,355)	(0,329)				(0,397)	(0,259)
Frag linguistique				0,019	-0,050				0,329	0,271
				(0,268)	(0,239)				(0,300)	(0,189)
Frag religieuse				0,590**	0,703**				0,165	-0,267
				(0,291)	(0,277)				(0,325)	(0,218)
Frag gouv				0,459	-0,093				0,515	0,431
				(0,396)	(0,382)				(0,443)	(0,301)
rente pétro				-0,006	-0,004				-0,003	0,004
				(0,007)	(0,007)				(0,009)	(0,006)
Taux de chômage				-0,002	-0,002				-0,001	0,002
				(0,003)	(0,002)				(0,003)	(0,002)
Constante	1,664***	1,295***	-0,069	0,954	-2,393	2,628***	2,256***	0,418	2,088*	0,600
	(0,505)	(0,422)	(0,612)	(1,054)	(1,425)	(0,550)	(0,472)	(0,421)	(1,130)	(1,047)
Observations	103	103	103	103	103	103	103	103	103	103
Adj R <sup>2</sup>	0,151	0,361	0,477	0,356	0,651	0,219	0,462	0,765	0,346	0,828
Test de Fisher	3,34***	5,56***	4,93***	1,86**	3,26***	5,28***	8,59***	46,35***	1,78*	8,21***

Notes : \*\*\* p<0,01, \*\* p<0,05, \* p<0,1. Les écarts-types corrigés du biais d'hétéroscédasticité sont entre parenthèses.

## 4.2. Résultats des estimations sur panel dynamique

A la suite des résultats obtenus à partir de l'analyse en coupe transversale, nous proposons dans ce paragraphe d'utiliser l'estimateur des GMM système à deux étapes sur panel dynamique, afin de proposer des estimateurs de court terme. Cet estimateur permet non seulement de prendre en compte la persistance de l'instabilité politique, mais aussi de corriger les biais potentiels de causalité réciproque entre l'instabilité politique et ses déterminants. En particulier, le niveau des indicateurs macroéconomiques peut être une conséquence de l'instabilité politique.

Les résultats des estimations sont présentés aux tableaux 5 et 6, respectivement pour les équations d'instabilité politiques formelle et informelle. Le test de sur-identification Sargan/Hansen (1982)<sup>6</sup>, ainsi que le test d'auto-corrélation<sup>7</sup> d'ordre 2 confirment la validité des instruments. Les résultats obtenus, suite à l'estimation d'un panel dynamique à l'aide de l'estimateur du GMM system à deux étapes, sont très proches d'une façon globale de ceux en coupe transversale, avec toutefois des divergences en termes d'ampleur des coefficients. En effet, la plupart des indicateurs des conditions macroéconomiques ont un coefficient négatif et significatif, mettant ainsi en évidence un effet défavorable sur l'instabilité politique formelle et particulièrement l'instabilité politique informelle. Par exemple, une amélioration des principaux indicateurs macroéconomiques, à savoir : le taux de croissance du PIB par tête, le ratio de l'investissement en pourcentage du PIB et l'ouverture commerciale, entraîne, toutes choses étant égales par ailleurs, une diminution des niveaux d'instabilités politiques formelle et informelle. Ces résultats sont conformes à ceux obtenus par Cuzan et al. (1988), Booth (1991), Annett (2000) et Blomberg et Hess (2002). Ces derniers ont conclu que le faible niveau du PIB augmente l'instabilité politique et cela pour n'importe quelle zone géographique. De même, Collier et Hoeffler (2004) suggèrent qu'une augmentation du taux de croissance économique entraîne une diminution de la probabilité d'avoir des conflits internes ou des événements d'instabilité politique. Cependant, la relation entre le taux de croissance économique et l'instabilité politique formelle et informelle semble être plus significative sur un panel dynamique que sur des données en coupe transversale. Cette amélioration de la significativité dans la relation entre la croissance économique et les différentes dimensions d'instabilité politique est due à l'utilisation du GMM dynamique suite à la correction des biais des variables utilisées. De surcroît, ces résultats laissent penser que les effets déstabilisants de l'instabilité politique sur les indicateurs de performance économique sont plus importants à court terme.

Comme pour la croissance économique, les autres variables macroéconomiques, agissent positivement sur l'instabilité politique. Contrairement au résultat obtenu à long terme, où l'inflation est sans effet significatif sur l'instabilité politique, à court terme, l'inflation est positivement associée au niveau d'instabilité politique formelle. Nos résultats confirment ceux de Paldam (1987). Ce résultat peut s'expliquer par le fait que si les citoyens ne sont pas satisfaits du rendement de le gouvernement en matière de contrôle de l'évolution des prix à la consommation, ils jugent qu'il est incompétent et en demandent le changement (Posner, 1997 ; Auvinen et Nafziger, 1999 ; Ellingsen, 2000), sachant que chaque changement gouvernemental est considéré comme une forme d'instabilité politique formelle. Enfin, le taux de chômage affecte positivement l'instabilité politique informelle. Ce résultat est en lien avec les événements d'instabilité politique vécus durant le Printemps Arabe. De nombreux

---

<sup>6</sup> L'hypothèse nulle du test de Sargan/Hansen (1982) prévoit que les instruments sont non corrélés avec le terme d'erreur. Ce dernier suit la loi de  $\chi^2$  à  $(r - k)$  degrés de liberté, avec  $r$  le nombre des variables instrumentales et  $k$  le nombre des coefficients estimés.

<sup>7</sup> Concernant le test d'autocorrélation d'ordre 2, les valeurs présentées dans les tableaux 5 et 6 sont les p-values de ce test qui montrent bien l'absence d'autocorrélation à l'ordre 2. Bien que le test d'autocorrélation d'ordre 1 ne soit pas reporté, il valide l'hypothèse d'autocorrélation à l'ordre 1 des termes d'erreur.

analystes identifient le taux de chômage très élevé des jeunes diplômés, comme étant un facteur déclencheur de cette crise (Kaphahn et Brennan, 2017).

Par ailleurs, serait de faire remarquer dans l'ensemble, les résultats obtenus sur panel dynamique présentent des différences aussi bien entre l'instabilité formelle et informelle, qu'avec ceux obtenus en coupe transversale. Ces divergences mettent en évidence l'intérêt d'étudier de façon distincte les effets de court terme et de long terme de l'instabilité politique, suggérant ainsi par la même occasion des effets différenciés. Par exemple, les indicateurs de fragmentation globale, ainsi que la fragmentation ethnique, religieuse et gouvernementale, ont des coefficients positifs et significatifs, traduisant un effet amplificateur de l'instabilité politique à court terme dans les contextes de fragmentation. Ces fragmentations accroissent plus l'instabilité informelle que formelle, à l'exception de la fragmentation gouvernementale. En effet, la gestion du pouvoir par des groupes politiques hétérogènes, bien qu'apportant de la quiétude sociale, n'est pas un gage de stabilité politique. Les divergences politiques ne se dissipent dans le partage de la gestion du pouvoir ; ce qui précipite l'alternance au pouvoir et donc de l'instabilité formelle. De surcroît, de toutes les formes de fragmentation, celle religieuse reste la plus porteuse d'instabilité politique. Des résultats semblables ont été obtenus par Montalvo et Reynal-Querol (2005), Ranis (2009), Blanco et Grier (2009) et, enfin, Karnane et Quinn (2017). Ce résultat suggère, qu'au-delà des tensions politiques, les facteurs religieux jouent un rôle important dans la déstabilisation des nations : les conflits entre les différents courants religieux au proche orient, en Serbie, en Bosnie-Herzégovine, en Centre-Afrique, en Liban, Nigeria et Soudan entre musulmans et chrétiens, et en Inde entre protestants et catholiques, en sont des illustrations (Joseph, 2004). L'importance de la fragmentation des nations dans le déclenchement des conflits, met en évidence les effets durables de la balkanisation des colonies (Congrès de Berlin en 1878), qui n'a pas tenu compte des groupes religieux et ethniques dans la constitution des Etats. Ainsi, certains groupes ethniques se sont retrouvés entre plusieurs pays, tandis que certains pays regroupent des populations de différentes ethnies, parlant différentes langues et pratiquant différentes religions. Nos résultats montrent que ces divergences ne sont pas sources de stabilité politique à court terme, même si les effets à long terme restent limités.

Les types de régimes politiques ont des effets divergents en termes de stabilité politique. Par exemple, l'autocratie augmente, d'une manière significative, le niveau d'instabilité formelle et réduit l'instabilité politique informelle par le biais de la dictature rigide qui supprime tous les mouvements de protestations et de révoltes. Dans les régimes dictatoriaux, les actes porteurs d'instabilité politique (grèves, mouvements de protestation, marches, crises gouvernementales, révolutions, etc.) sont bien rares, compte tenu de la sévérité de la répression. Cependant, nos résultats suggèrent que la démocratie joue un rôle très important, dans la stabilité politique, plus particulièrement dans la réduction en ce qui concerne l'instabilité informelle ; les acteurs politiques privilégiant dans ces régimes la transition constitutionnelle. En effet, un régime démocratique permet aux citoyens de participer au processus politique, d'une part, et de fixer les politiques macroéconomiques, d'autre part. En outre, la démocratie limite toute forme de violence à motivation politique, à savoir les révolutions, les assassinats et les coups d'Etat (forme d'instabilité politique informelle) via ses différents canaux institutionnels, comme le suffrage universel, à titre d'exemple, qui permet de résoudre toute forme de conflits politiques. Ces résultats soutiennent ceux de nombreux travaux antérieurs qui montrent que la démocratie réduit le niveau de l'instabilité politique en favorisant les transitions politiques par les canaux légaux et constitutionnels (Rummel, 1995 ; Auvinen, 1997 ; Przeworski et Limongi, 1997 ; Ellingsen, 2000 ; Parsa, 2003 ; Schatzman, 2005 ; Blanco et Grier, 2009).

L'âge du chef de l'exécutif est positivement associé à l'instabilité politique formelle. Cette relation positive est plus forte avec l'instabilité informelle qu'avec celle formelle. En effet, l'accroissement de l'âge du chef de l'exécutif donne lieu à des batailles de succession ou encore nourrit des mouvements de révolte en vue de changement de régime. Par ailleurs, dans de nombreux cas, l'incapacité physique de certains chefs d'exécutif d'âge avancé à diriger effectivement attise les conflits de succession. Nos résultats soutiennent clairement que l'âge avancé du chef de l'exécutif n'est pas un gage de stabilité politique. Dans de nombreux pays en développement, certaines constitutions pour éviter ces dérives, limitent non seulement le nombre de mandats mais également plafonne l'âge maximal des candidats au suffrage universel pour briguer la magistrature suprême. Mais, force est de constater que dans de nombreux cas, ces verrous sont sautés à travers des révisions opportunistes des constitutions afin de permettre de mettre au pouvoir le gouvernement en place. De toute évidence, ces manœuvres consistant à augmenter l'âge du chef de l'exécutif et à rallonger la durabilité du gouvernement, ne font qu'augmenter la probabilité de survenance d'une instabilité politique informelle. Des effets semblables sur l'instabilité politique sont obtenus au niveau de la variable qui mesure la durabilité des régimes politiques. D'une manière ou d'une autre, la durabilité des régimes politiques est étroitement liée à l'âge du chef de l'exécutif dans les pays en développement. Ces résultats restent conformes à ceux de Blanco et Grier (2009), qui suggèrent que la durabilité affecte positivement l'instabilité politique.

Enfin, il ressort aussi des résultats que l'effet de contagion des pays limitrophes, tel que capté par la variable contagion, est une source d'instabilité politique formelle et informelle à court terme comme à long terme. Ainsi, les phénomènes d'instabilité dans un pays peuvent facilement s'exporter vers les pays limitrophes et amplifier l'instabilité politique à un niveau régional ; d'où l'intérêt de circonscrire les phénomènes d'instabilité politique, afin d'éviter qu'ils atteignent des dimensions géographiques difficilement contrôlables.

**Tableau 5 : Les déterminants de l'instabilité politique formelle entre 1975 et 2015 : GMM système (Two-step system GMM)**

IP Formelle	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Lag -1	0,041*** (0,008)	0,087*** (0,010)	0,031*** (0,009)	-0,039*** (0,008)	-0,022** (0,010)	-0,040*** (0,007)	-0,062*** (0,008)	-0,033*** (0,011)	-0,024** (0,011)	-0,037*** (0,0107)	-0,071*** (0,008)	-0,044*** (0,0138)	-0,048*** (0,013)	-0,224* (0,129)
Croissance	-0,011** (0,004)	0,040*** (0,010)	-0,013** (0,006)	-0,001 (0,007)	-0,012** (0,005)	0,0007 (0,006)	-0,007 (0,007)	-0,015*** (0,005)	-0,018** (0,007)	-0,003 (0,006)	0,017*** (0,005)	-0,003 (0,005)	-0,040*** (0,008)	-0,040 (0,077)
Consgov	0,878*** (0,179)	0,146 (0,229)	0,444*** (0,158)	0,593*** (0,131)	0,516*** (0,095)	0,492*** (0,184)	0,608*** (0,102)	0,609*** (0,137)	0,582*** (0,174)	0,510*** (0,131)	0,637*** (0,130)	0,560*** (0,151)	0,075 (0,117)	0,880 (1,812)
Investissement	-0,230** (0,093)	-0,360*** (0,100)	-0,107 (0,093)	-0,098 (0,084)	-0,092 (0,112)	-0,176 (0,147)	-0,008 (0,072)	-0,039 (0,137)	-0,103 (0,101)	-0,057 (0,107)	-0,121 (0,095)	-0,262*** (0,056)	0,073 (0,205)	-0,504 (1,437)
Ouverture com	-0,204** (0,102)	0,020 (0,106)	-0,008 (0,095)	-0,142 (0,132)	0,089 (0,097)	0,014 (0,133)	-0,059 (0,072)	-0,178 (0,190)	-0,119 (0,191)	-0,283** (0,124)	0,041 (0,108)	0,018 (0,135)	-0,405*** (0,091)	-0,793 (1,613)
Inflation	0,202 (0,203)	0,577** (0,226)	0,152 (0,146)	0,194 (0,152)	0,336* (0,190)	0,037 (0,110)	0,069 (0,119)	0,085 (0,176)	0,071 (0,240)	0,189 (0,219)	0,108 (0,203)	0,027 (0,147)	0,209** (0,007)	1,559 (1,364)
Fragmentation		-0,225** (0,090)												0,118 (0,580)
Démocratie		***	-0,004*** (0,0006)											-0,075 (0,096)
Autocratie				0,005*** (0,0008)										0,082 (0,109)
Durabilité					0,029*** (0,002)									-0,049** (0,021)
Âge de l'exécutif						0,008** (0,004)								0,006** (0,003)
Contagion							0,405*** (0,017)							0,153*** (0,036)
Frag ethnique								0,231 (0,594)						5,421 (4,132)
Frag linguistique									0,440*** (0,417)					0,300 (3,760)
Frag religieuse										1,002*** (0,347)				0,824 (2,886)
Frag gouv											0,309* (0,162)			2,654** (1,192)
rente pétro												0,008*** (0,002)		-0,025 (0,098)
Taux de chômage													0,007*** (0,002)	0,015 (0,009)
Constante	-0,816 (0,593)	0,541 (0,574)	-0,897*** (0,276)	-0,745 (0,474)	-0,949*** (0,324)	-1,423*** (0,512)	-1,806*** (0,186)	-0,927 (0,871)	-1,036 (0,936)	-0,513 (0,607)	-1,706*** (0,471)	-0,905 (0,638)	0,897 (0,771)	-2,215 (4,494)
Observations	896	896	896	896	896	896	896	896	896	896	896	896	896	896
Test d'au R2	0,336	0,252	0,405	0,344	0,517	0,413	0,116	0,389	0,462	0,374	0,769	0,383	0,589	0,454
Sargan test	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000

Notes : \*\*\* p<0,01, \*\* p<0,05, \* p<0,1. Les écarts-types sont entre parenthèses.

**Tableau 6 : Les déterminants de l'instabilité politique informelle entre 1975 et 2015 : GMM système (Two-step system GMM)**

IP Informelle	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Lag -1	0,229*** (0,0006)	0,249*** (0,001)	0,224*** (0,001)	0,224*** (0,001)	0,226*** (0,0007)	0,225*** (0,0005)	0,069*** (0,004)	0,232*** (0,0006)	0,240*** (0,001)	0,230*** (0,0008)	0,411*** (0,001)	0,231*** (0,002)	0,403*** (0,019)	0,134*** (0,032)
Croissance	-0,018*** (0,0007)	-0,007*** (0,0004)	-0,017*** (0,0008)	-0,017*** (0,0009)	-0,020*** (0,0006)	-0,015*** (0,0005)	-0,003 (0,002)	-0,024*** (0,0008)	-0,033*** (0,001)	-0,021*** (0,001)	-0,011*** (0,0004)	-0,012*** (0,0007)	0,122*** (0,011)	-0,031 (0,025)
Consgov	-0,233*** (0,006)	-0,500*** (0,010)	-0,205*** (0,005)	-0,206*** (0,005)	-0,170*** (0,009)	-0,267*** (0,004)	-0,125*** (0,039)	-0,205*** (0,008)	-0,315*** (0,016)	-0,222*** (0,008)	-0,094*** (0,006)	-0,223*** (0,008)	1,767*** (0,337)	-0,333 (0,523)
investissement	-0,028*** (0,002)	0,149*** (0,007)	0,078*** (0,005)	0,054*** (0,003)	0,005 (0,003)	-0,024*** (0,001)	0,003 (0,023)	-0,015*** (0,005)	-0,041*** (0,007)	-0,047*** (0,005)	0,005** (0,002)	-0,088*** (0,006)	0,429* (0,221)	-1,233* (0,635)
Ouverture com	-0,282*** (0,003)	-0,266*** (0,008)	-0,348*** (0,003)	-0,360*** (0,012)	-0,344*** (0,006)	-0,248*** (0,008)	-0,021 (0,039)	-0,280*** (0,013)	-0,278*** (0,021)	-0,287*** (0,007)	-0,274*** (0,010)	-0,347*** (0,006)	-2,184*** (0,203)	-0,936 (0,639)
Inflation	0,379*** (0,012)	0,527*** (0,013)	0,343*** (0,013)	0,358*** (0,020)	0,365*** (0,011)	0,373*** (0,011)	0,152*** (0,025)	0,379*** (0,016)	0,438*** (0,031)	0,379*** (0,011)	0,392*** (0,021)	0,352*** (0,018)	0,804** (0,333)	-0,095 (0,551)
Fragmentation		0,505*** (0,006)												0,788 (0,701)
Démocratie			-0,011*** (0,0001)											0,084 (0,054)
Autocratie				-0,009*** (0,0002)										0,087 (0,067)
Durabilité					0,015*** (0,0003)									0,037* (0,022)
Âge de l'exécutif						-0,021*** (0,0003)								0,014*** (0,005)
Contagion							0,436*** (0,002)							0,382*** (0,004)
Frag ethnique								1,321*** (0,048)						17,260*** (5,392)
Frag linguistique									1,712*** (0,034)					-0,804 (1,846)
Frag religieuse										1,709*** (0,026)				1,221 (5,931)
Frag gouV											0,151*** (0,013)			1,245** (0,527)
rente pétro												0,048** (0,022)		0,008 (0,035)
Taux de chômage													0,031*** (0,003)	-0,0008 (0,002)
Constante	1,853*** (0,020)	0,382*** (0,045)	1,748*** (0,021)	1,861*** (0,058)	2,126*** (0,028)	1,874*** (0,043)	-0,105 (0,140)	1,100*** (0,046)	1,160*** (0,066)	0,932*** (0,039)	1,248*** (0,036)	2,269*** (0,038)	1,986 (1,455)	-3,055 (4,336)
Observation	896	896	896	896	896	896	896	896	896	896	896	896	896	896
Test d'au R2	0,923	0,970	0,885	0,919	0,972	0,912	0,491	0,955	0,827	0,949	0,749	0,896	0,316	0,978
Sargan Test	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000

Notes : \*\*\* p<0,01, \*\* p<0,05, \* p<0,1. Les écarts-types sont entre parenthèses.

## Conclusion

Cet article propose un réexamen empirique des déterminants majeurs de l'instabilité politique, à la lumière de l'actualité internationale. À l'aide des tests empiriques réalisés en coupe transversale et sur panel dynamique, portant sur un échantillon de 103 pays en 1975 et 2015, nous montrons qu'à long terme, le niveau de la croissance économique réduit d'une façon significative le niveau de l'instabilité politique formelle et informelle. Cependant, la relation entre le taux de croissance économique et l'instabilité politique formelle et informelle semble être plus significative sur un panel dynamique que sur des données en coupe transversale. Il est à noter, aussi, que l'amélioration significative dans la relation entre la croissance économique et les différentes dimensions d'instabilité politique est due à l'utilisation du GMM dynamique suite à la corrélation des biais des variables utilisées dans l'équation.

En ce qui concerne les indicateurs de la qualité du régime politique, à long terme, la fragmentation politique n'a eu aucun effet sur le niveau de l'instabilité politique formelle. En revanche, elle augmente le niveau de l'instabilité politique informelle d'une manière significative. Contrairement à la fragmentation, le niveau de la démocratie et l'autocratie n'affectent pas, à long terme, l'instabilité politique informelle. Leur effet sera plus ressenti sur le niveau de l'instabilité politique formelle. Par ailleurs, les résultats obtenus montrent que l'âge de l'exécutif accroît l'instabilité politique, en particulier celle informelle. En outre, des effets de contagion liés à la proximité géographique sont observés au niveau de l'instabilité politique formelle et informelle.

Nos résultats peuvent avoir des recommandations de politique économique. De surcroît, les auteurs font le lien entre instabilité politique et mauvaise gouvernance. La relation entre la croissance économique et la gouvernance a été largement étudiée au niveau macroéconomique. La bonne gouvernance augmente la croissance économique des pays à travers plusieurs facteurs comme la stabilité politique et macroéconomique, le respect des droits de propriété et la mise en œuvre des bonnes politiques réglementaires. Aussi, il est perceptible que la plupart des pays touchés par l'instabilité politique ont connu un processus de transition démocratique juste après une période d'instabilité afin de contrôler le niveau élevé de corruption « *Anti-Corruption Strategy*<sup>8</sup> », surtout dans les pays d'Amérique latine et d'Afrique subsaharienne, à savoir la Colombie, l'Argentine, le Nigeria, l'Angola, le Tchad, le Gabon et le Congo. Cette corruption est souvent accompagnée par une inégalité dans la distribution des revenus. Après avoir analysé les déterminants de l'instabilité politique, il sera aussi nécessaire de se questionner sur les conséquences macroéconomiques de l'instabilité politique, à savoir la dette publique insoutenable, le niveau d'inflation très élevé et la balance commerciale déficitaire pour la plupart des pays qui ont vécu des épisodes d'instabilité politique.

En effet, les décideurs politiques ainsi que les autorités monétaires recouraient nécessairement à des instruments d'intervention, tels que les instruments monétaire et budgétaire. Si les interventions sont basées sur des instruments monétaires purs, il faut penser aussi à une politique désinflationniste sans coût en réduisant la croissance de la masse monétaire afin de minimiser les anticipations inflationnistes pour compenser les effets dépressifs de réduction du taux d'inflation. Autrement dit, une politique accommodante qui consiste à maintenir le même taux d'intérêt constant afin de subventionner la balance

---

<sup>8</sup> Rapport de la Banque mondiale, 4 octobre 2018.

commerciale par un taux de change fixe. Cette politique accommodatrice doit être combinée avec une politique budgétaire adéquate.

### Références bibliographiques

- Acemoglu, D., Robinson, J. (2006), "Economic Origins of Dictatorship and Democracy", *Boston, MA: Cambridge University Press*.
- Alesina, A., Devleeschauwer, A., Easterly, W., Kurlat, S., Wacziarg, R. (2003), "Fractionalization", *NBER Working Paper N°9411*, Cambridge, MA, National Bureau of Economic Research.
- Alesina, A., Ozler, S., Roubini, N., Swagel, P. (1996), "Political instability and economic growth", *Journal of Economic Growth*, vol.1, pp. 189-211.
- Alesina, A., Perotti, R., (1996), "Income distribution, political instability and investment", *European Economic Review*, vol.40, pp. 1203-1228.
- Annett, A. (2000), "Social fractionalization, political instability, and the size of government", *IMF Working Paper*, vol.48, pp. 561-592.
- Arezki, R., Gylfason, T., Sy, A., (2011), "Commodity price volatility, democracy and economic growth", *CESifo Working Paper: Resource and Environment Economics*, N°3619.
- Arezki, R., Brückner, M., (2011), "Oil rents, corruption, and state stability: Evidence from panel data regressions", *European Economic Review*, vol.55, pp. 955-963.
- Auvinen, J. (1997), "Political conflict in less developed countries", *Journal of Peace Research*, vol.34, pp. 177-195.
- Auvinen, J., Nafziger, W. (1999), "The sources of humanitarian emergencies", *Journal of Conflict Resolution*, vol.43, pp. 267-290.
- Blanco, L., Grier, R., (2009), "Long live democracy: The determinants of political instability in Latin America", *The Journal of Development Studies*, vol.45, pp.76-95.
- Blomberg, B., Hess, G. (2002), "The temporal links between conflict and economic activity", *Journal of Conflict Resolution*, vol.46, pp. 74-90.
- Blundell, R., Bond, S., (1998), "Initial conditions and moment restrictions in dynamic panel data models", *Journal of Econometrics*, vol.87, pp. 115-143.
- Booth, J. (1991), "Socio-economic and political roots of national revolts in Central America", *Latin American Research Review*, vol.26, pp. 33-73.
- Campos, N., Karanasos, M., (2008), "Growth, Volatility and Political Instability: Non-linear Time-series Evidence for Argentina, 1896–2000", *Economics letters*, vol.100, pp.135-137.
- Collier, P., Hoeffler, A. (1998), "On economic causes of civil war", *Oxford Economic Papers*, vol.50, pp. 563-573.
- Collier, P., Hoeffler, A. (2004), "Greed and grievance in civil war", *Oxford Economic Papers*, vol.56, pp. 563-595.
- Cuzan, A., Moussalli, S., Bundrick, C. (1988), "Fiscal expansion and political instability in the Iberic Latin region", *Public Choice*, vol.59, pp. 225-238.
- Databanks International, (2015), "Cross National Time Series Data Archive", 1815-2015. *Binghamton, NY* <http://www.databanksinternational.com/>.
- Easterly, W., Levine, R. (1997), "Africa's growth tragedy: policies and ethnic divisions", *Quarterly Journal of Economics*, vol.112, pp.1203-1250.
- Eckstein, S., Wickham-Crowley, TP., (2003), "What justice? Whose justice? fighting for fairness in Latin America". Berkeley: University of California Press.
- Ellingsen, T. (2000), "Colourful community or ethnic witches' brew? Multiethnicity and domestic conflict during and after the Cold War", *Journal of Conflict Resolution*,

- vol.44, pp. 228-249.
- Farzanegan.M. R., Witthuhm, S., (2017), “Corruption and political stability: Does the youth bulge matter?”, *European Journal of Political Economy*, vol.49, pp. 47-70.
- Feng, Y. (1997), “Democracy, political stability and economic growth”, *British Journal of Political Science*, vol.27, pp. 391-418.
- Fosu, A. K. (2001), “Political instability and economic growth in developing economies: some specification empirics“, *Economic Letters*, vol.70, pp. 289-294.
- Goldstone, J., Bates, R., Gurr, T., Marshall, M., Ulfelder, J., Woodward, M. (2005), “A Grier, K. and Tullock, G. (1989) An empirical analysis of cross-national economic growth, 1951–1980 “, *Journal of Monetary Economics*, vol.24, pp. 259-276.
- Jong-A-Pin, R. (2009), “On the measurement of political instability and its impact on economic growth”, *European Journal of Political Economy*, vol.25, pp. 15-29.
- Joseph, M. (2004), « Religion et conflits », *Revue Projet*, 281, pp. 36-41.
- Kaphahn, L., Brennan, L., (2017), “Reassessing the risk conditions for political instability in the light of the Arab Spring”, *Journal of Risk Research*, vol.20, pp. 1497-1515.
- Karnane, P., Quinn, M. A., (2017), “Political instability, ethnic fractionalization and economic growth”, *International Economics and Economic policy*, pp. 1-27.
- Kew, D. (2006), “Nigeria in Sanja Tatic Countries at the Crossroads”, *New York: Freedom House*.
- Klomp, J., De Haan, J., (2009), “Political institutions and economic volatility”, *European Journal of Political Economy*, vol.25, pp. 311-326.
- La Porta, R., Lopez-de-silanes, F., Shleifer, A., Vishny, R., (1999), “The quality of government”, *The Journal of Law, Economics, and Organization*, vol.15, pp. 222-279.
- Marshall, M., Jaggers, K., (2015), “Polity IV Project: Political Regime Characteristics and Transitions, 1800–2015”, *Center for Global Policy, George Mason University*.
- Miljkovic, D., Rimal, A., (2008), “The impact of socio-economic factors on political instability: A cross-country analysis”, *The Journal of Socio-Economics*, vol.37, pp. 2454-2463.
- Montalvo, J. G., Reynal-Querol, M., (2005), “Ethnic Polarization, Potential Conflict, and Civil Wars”, *The American Economic Review*, vol.95, pp. 796-816.
- Oxhorn, P. (2003), “Social inequality, civil society, and the limits of citizenship in Latin America, in: S. Eckstein and T. Wickham-Crowley (eds) *What Justice Whose Justice?*” *Berkeley, CA: University of California Press*, pp. 35-63.
- Paldam, M. (1987), “Inflation and political instability in eight Latin American countries 1946–1983”, *Public Choice*, vol.52, pp. 143-168.
- Parsa, M. (2003), “Will democratization and globalization make revolutions obsolete? in: J. Foran (ed.) *The Future of Revolutions, Rethinking Radical Change in the Age of Globalization*”, *New York: Zed Books*, pp.73-82.
- Posner, R. (1997), “Equality, wealth, and political stability”, *Journal of Law, Economics, and Organization*, vol.13, pp. 344–365.
- Przeworski, A., Limongi, F. (1997), “Modernization: theories and facts”, *World Politics*, vol.49, pp.155-183.
- Ranis, G. (2009), “Diversity of Communities and Economic Development: An Overview”, *Yale University*.
- Rodriguez, F., Rodrik, D. (2000), “Trade policy and economic growth: A skeptic’s Guide to the Cross-National Evidence”, *NBER Macroeconomics Annual*, vol.15, pp. 261-325.
- Rummel, R. (1995), “Democracy, power, genocide, and mass murder”, *Journal of Conflict Resolution*, vol.39, pp. 3-26.
- Schatzman, C. (2005), “Political challenge in Latin America: rebellion and collective protest in an era of democratization”, *Journal of Peace Research*, vol.42, pp. 291-310.

- Shleifer, A., Vishny, R. W., (1993), "Corruption", *The Quarterly Journal of Economics*, vol.108, pp. 599-617.
- Siermann, C. L. J., (1998), "Politics, institutions and economic performance of nations", *Books, Edward Elgar Publishing*, number 1281.
- Wittmann, D., (1989), "Why democracies produce efficient results", *journal of political economy*, vol.97, pp. 1395-1424.
- World Bank (2015), World Development Indicators, accessed at: <https://data.worldbank.org/products/wdi>.

## Annexe 1: l'analyse factorielle de d'indice d'instabilité politique

Contrairement aux travaux de Jong-A-pin (2009) et Klomp et De Haan (2009) qui utilisent une analyse exploratoire, nous proposons de recourir à une analyse factorielle confirmatoire afin de mettre en évidence les hypothèses spécifiques de l'étude de Campos et Karanasos (2008), concernant les dimensions que nous avons retenues, à savoir l'instabilité politique formelle et informelle.

Notre analyse s'intéresse à un panel de 103 pays, pour une période qui s'étend de 1975 à 2015. Les indicateurs d'instabilité politique sont issus de la base de données « *Banks 2015* ». Le tableau A1 présente les différents indicateurs sélectionnés qu'il s'agisse d'indicateurs relatifs au type de régime, à la qualité de gouvernance, et aux agitations sociopolitique.

**Tableau A1. Liste des indicateurs d'instabilité politique**

Indicateurs	Domaine de variation	Source
<b>Crises Gouvernementales</b>	Binaire	(Banks 2015)
<b>Nombre de changements majeurs constitutionnels</b>	Comptage	(Banks 2015)
<b>Nombre de changements du Cabinet</b>	Comptage	(Banks 2015)
<b>Nombre de coups d'Etat</b>	comptage	(Banks 2015)
<b>Les assassinats politiques</b>	Comptage	(Banks 2015)
<b>Les révolutions</b>	Comptage	(Banks 2015)

**Tableau A2 : Matrice de saturation des facteurs**

	Facteurs	
	IP Informelle	IP formelle
Assassinat	<b>0,396</b>	0,112
Coups d'Etat	<b>0,604</b>	0,237
Revolution	<b>0,653</b>	-0,260
Crise gouvernementale	0,111	<b>0,461</b>
Conschange	0,219	<b>-0,352</b>
Cabchange	0,181	<b>-0,393</b>
Nombre des facteurs	2	
La variance expliquée	0,831	
Kaiser	0,672	
Bartlett's Test	909,719	
Df	28	
Sig	0,000	

À partir de la rotation Varimax qui repose sur la maximisation de la somme des variances de saturations dans chaque colonne, il est possible d'identifier les poids factoriels<sup>9</sup>

Le premier facteur est fortement corrélé avec des variables reflétant le niveau d'instabilité politique informelle dans un pays. Ainsi, la première variable est le nombre d'assassinat politique avec un niveau de corrélation de 0,396 ; la seconde variable est le nombre de coup d'Etat dont la corrélation avec le 1<sup>er</sup> facteur vaut 0,604 ; la troisième variable est le nombre de révolution dont la corrélation avec le 1<sup>er</sup> facteur est 0,653. Par conséquent, nous apostrophons ce facteur « le niveau d'instabilité politique informelle ».

<sup>9</sup> Nous prendrons en considération les saturations qui ont des valeurs supérieures ou égales à 0.3 en valeur absolue.

Le deuxième facteur possède un poids factoriel très élevé pour les indicateurs associés à l'instabilité politique formelle, à savoir : les crises gouvernementales, le nombre de changements majeurs constitutionnels et le nombre de changements du Cabinet ministériel. Nous proposons comme appellation pour ce deuxième facteur « le niveau d'instabilité politique formelle ». Globalement, les analyses qui précèdent nous ont permis d'identifier deux dimensions de l'instabilité politique à savoir l'instabilité politique formelle et l'instabilité politique informelle. Nos résultats corroborent avec ceux de Campos et Karanasos (2008).

#### **Annexe A2: Liste des pays**

---

Afghanistan	Cuba	Kenya	Pérou
Albanie	République de Chypre	Corée du Sud	Philippines
Algérie	République Dominicaine	Koweït	Qatar
Angola	Équateur	Laos	Roumanie
Argentine	Égypte	Liban	Rwanda
Bahreïn	Salvador	Lesotho	Arabie Saoudite
Bangladesh	Guinée-Équatoriale	Liberia	Sénégal
Benin	Éthiopie	Libye	Sierra Leone
Bhutan	Fidji	Madagascar	Singapore
Bolivie	Gabon	Malawi	Somalie
Botswana	Gambie	Malaisie	Afrique du Sud
Brésil	Ghana	Mali	Sri Lanka
Bulgarie	Guatemala	Mauritanie	Soudan
Burkina-Faso	Guinée	Maurice	Suriname
Burundi	Guinée-Bissau	Mongolie	Swaziland
Cambodge	Guyana	Maroc	Syrie
Cameroun	Haïti	Mozambique	Tanzanie
Cap-Vert	Honduras	Myanmar	Thaïlande
République Centrafricaine	Inde	Népal	Togo
Tchad	Indonésie	Nicaragua	Trinité-et-Tobago
Chine	Iran	Niger	Tunisie
Colombie	Irak	Nigeria	Ouganda
Comores	Israël	Oman	Uruguay
République Démocratique du Congo	Côte d'Ivoire	Pakistan	Venezuela
Congo	Jamaïque	Panama	Zambie
Costa Rica	Jordanie	Paraguay	

---